



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2973  
25 juillet 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Non aux sacrifices pour les marchands de canons**



**“Travailler plus”  
Pour que les  
capitalistes  
s’enrichissent?**

Page 3

**Loi Duplomb  
Le droit  
d’empoisonner  
de l’agro-industrie**

Page 5

**Gaza-Syrie  
Le colonialisme  
sanglant  
d’Israël**

Page 6

**Leur société**

- "Travailler plus" : au seul bénéfice des patrons 3
- Congés : un droit toujours attaqué 3
- Dette publique : qui doit la payer ? 4
- Les vases communicants 4
- LR et RN : la crasse raciste en prime 4
- Affrontements dans les quartiers populaires : la double peine 4
- Loi Duplomb : pesticide au menu 5
- Une pétition qu'ils ne demandent qu'à classer 5
- Industrie chimique : les capitalistes au biberon 5
- Georges Ibrahim Abdallah : 40 ans d'acharnement judiciaire 8
- Médecins étrangers : des discriminations insupportables 8
- "Cachez ce commerce que je ne saurais voir !" 8
- Loi Mayotte : refondation au bonheur des capitalistes 12

**Dans le monde**

- Syrie : Israël attise les braises 6
- Gaza : Netanyahu poursuit le massacre 6
- Ukraine-Russie : les populations continuent de payer 7
- Aide humanitaire : une baisse aux conséquences dramatiques 7

**Dans les entreprises**

- Aéroports de Paris (ADP) : le plan de vol de la direction 9
- Carrefour : la crise, prétexte à plus d'exploitation 9
- Exercice militaire dans l'Ain : ah que la médecine de guerre est jolie ! 9
- Renault Ampere - Douai : un avertissement au patron avant les congés 10
- Stellantis : fin de l'hydrogène et faim de profits 10
- Stellantis - Rennes la Janais : silence, accidents 10
- NovAsco - Hagondange : les travailleurs refusent la liquidation 11
- Toyota - Onnaing : on veut travailler moins, et gagner plus ! 11

**Caravanes**

- À la rencontre des militants de Lutte ouvrière 12

**Nos camarades**

- Notre camarade Isaac 8

# Non aux sacrifices pour les profits des capitalistes et des marchands de canons !

« *Tout le monde devra participer à l'effort* », a osé dire Bayrou en présentant son projet de 43,8 milliards d'euros d'économies sur le dos des classes populaires. Non seulement les efforts ne seront pas partagés mais, pendant que le gouvernement tente de nous imposer des sacrifices en plus, les capitalistes continueront à s'enrichir.

Avec le doublement de la franchise pour les médicaments et les mesures contre les patients ayant une affection de longue durée, la partie la plus pauvre de la population ne va plus pouvoir se soigner. Les plus riches pourront toujours payer cette franchise et s'offrir des cliniques privées.

Le non-remplacement des travailleurs du secteur public partant à la retraite aboutira à 3 000 suppressions de postes. Cela voudra dire moins de professeurs devant les élèves, moins de soignants, moins de personnel dans les cantines. Et la population laborieuse en fera les frais, comme de la réduction des budgets des collectivités locales. Quand les communes ont moins de moyens, les associations moins de fonds, ce ne sont pas les plus riches qui trinquent.

Le gel des pensions forcera les retraités à se serrer la ceinture. Les travailleurs les plus pauvres verront leurs prestations sociales réduites de plusieurs dizaines d'euros par mois, ce qui leur rendra la vie impossible. En revanche, les 211 milliards de cadeaux au grand patronat ne seront pas égratignés.

Quant à la proposition de supprimer deux jours fériés, elle est révoltante. « *Il faut travailler plus* », a ajouté Bayrou. Mais qu'il s'adresse donc à ceux qu'il sert, aux Bernard Arnault, Dassault, Peugeot, qui ne travaillent pas et voient chaque jour leur fortune grossir ! À l'inverse, quand on est aide à domicile, ouvrier sur chaîne, éboueur, travailleur sans papiers du bâtiment, caissière en hypermarché, aide-soignante en Ehpad, le travail est exténuant. Nous travaillons déjà trop, et nous faisons aussi fonctionner toute la société.

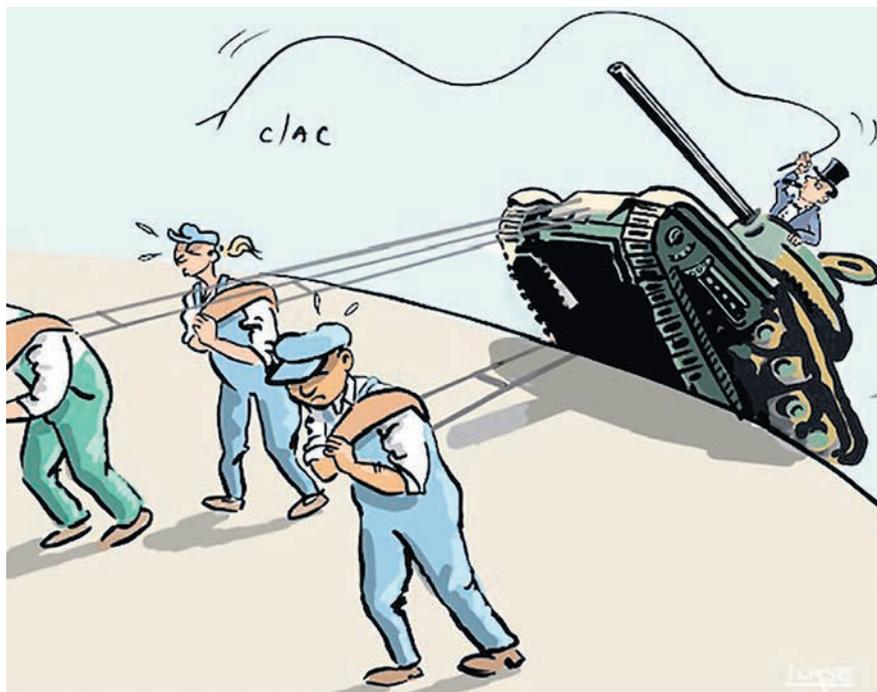
Les capitalistes s'enrichissent en accaparant les richesses créées par notre travail. Malgré la crise, grâce aux licenciements, aux fermetures d'usines, l'argent coule à flots dans leurs coffres : 133 milliards de dividendes pour les actionnaires en 2024. Et la fortune cumulée des 500 plus riches

capitalistes en France se monte à 1 128 milliards d'euros, presque deux fois plus qu'en 2017. Qui d'autre a vu ses revenus doubler en moins de dix ans ?

Le gouvernement dit vouloir réduire la dette publique mais ne parle jamais de prendre dans les coffres-forts des plus riches ou d'arrêter les cadeaux faramineux aux entreprises. Dans ce système, il n'y en a jamais assez pour les plus riches et toujours trop pour les travailleurs.

Bayrou veut aussi qu'on se serre la ceinture et qu'on trime plus pour financer l'achat d'armement, donc les profits des marchands de canons. Rien que cette année, Dassault a vu sa fortune augmenter de 24 %, grâce aux ventes de Rafale.

Pour justifier l'explosion du budget militaire, Macron parle de la nécessité de se défendre dans un monde de plus en plus violent. Mais qui crée des tensions partout dans le monde si ce n'est nos propres capitalistes, nos propres dirigeants ? Les guerres au Moyen-Orient, en Ukraine, en Afrique ont déjà permis à des capitalistes français de faire des affaires. Ce qui motive Macron, ce n'est pas la barbarie dans laquelle s'enfoncent le monde, mais de s'assurer que les capitalistes qu'il sert auront bien leur part du gâteau dans chaque conflit présent ou futur.



Ces gouvernants qui s'en prennent à nos conditions de vie, nos congés, nos salaires et veulent nous faire trimer plus aujourd'hui, sont nos principaux ennemis. Il ne faut pas leur faire confiance, ni quand ils parlent d'économies, ni quand ils parlent de défense. Ils sont au service exclusif des capitalistes français et nous considèrent comme de la chair à exploiter en attendant de faire de nous et de la jeunesse de la chair à

canon. Ils ne seront jamais nos défenseurs, ni en temps de paix ni en temps de guerre.

Dans cette société, sans nous et sans notre travail, les capitalistes et leurs serviteurs ne peuvent rien, même pas profiter de leur fortune. A nous d'utiliser notre force collective pour faire ravalier au gouvernement ses attaques. Ne pas les laisser faire est vital, et défendre nos conditions d'existence et de travail, c'est aussi nous défendre contre ceux qui préparent les guerres de demain.

Nathalie Arthaud

## “Travailler plus” : au seul bénéfice des patrons

Bayrou et ses ministres martèlent sur tous les tons que l'on ne travaille pas assez en France et que la population va devoir se retrousser les manches.

Outre la suppression de deux jours fériés, il est question de faire pression sur les salariés pour qu'ils renoncent à une semaine de congés payés, en échange d'une petite hausse de salaire. Le gouvernement envisage également d'allonger la période de carence en cas d'arrêt maladie : actuellement de trois jours, cette période sans indemnisation pourrait passer à six. La visite médicale de reprise du travail après un arrêt de longue durée serait aussi remise en cause, Bayrou prétendant que « des dizaines de milliers de personnes qui souhaiteraient reprendre le travail en sont empêchées » par le manque de médecins du travail. Mais si c'était vrai, ne suffirait-il pas d'en embaucher ? Ce n'est qu'un mensonge parmi bien d'autres, comme celui qui consiste à

faire croire que les entreprises n'arrivent pas à embaucher et qu'il faut donc réduire encore les conditions d'indemnisation des chômeurs pour les pousser à accepter n'importe quel emploi. Le gouvernement Bayrou envisage d'augmenter encore une fois la durée pendant laquelle il faudra avoir travaillé pour toucher une indemnité de chômage, et de limiter l'indemnisation après une rupture conventionnelle.

Tout cela serait justifié, selon Bayrou, par l'urgence d'une « reconquête de la production », la ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet expliquant que la France « a le produit intérieur brut par habitant d'un pays en voie de paupérisation ». Mais qui contrôle la production et les embauches, si ce n'est le patronat ? Or, selon la

CGT, près de 400 plans de licenciements sont en cours, menaçant quelque 300 000 emplois. En mai dernier, France Travail recensait 5,6 millions de chômeurs inscrits, dont plus de 3 millions en catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité. Et l'État aggrave lui-même la situation en réduisant les effectifs des services publics : 3 000 suppressions de postes sont encore prévues dans le prochain budget.

Tandis que le chômage de masse s'aggrave, la pression sur ceux qui ont un emploi pour qu'ils produisent plus et plus vite ne fait que s'accroître. Alors la richesse du pays ne diminue pas : elle est simplement de plus en plus concentrée entre les mains de la bourgeoisie. Les seules entreprises du CAC40 ont fait 133 milliards d'euros de bénéfices en 2024, alimentant la fortune des plus riches, dont les 500 premiers possèdent collectivement 1 128 milliards d'euros.



Affiche de mai 1968.

Quand Bayrou déclare qu'« il faut que la nation travaille davantage », il faut comprendre en fait que les travailleurs en activité devraient s'épuiser encore plus à la tâche, venir travailler même malades et accepter de voir se réduire le nombre de leurs jours de repos, tandis que ceux qui sont au chômage s'enfonceraient encore plus dans la

pauvreté. Ce plan d'attaques ne laisse au monde du travail que le choix de s'organiser et de se mobiliser pour imposer l'inverse : des embauches et une répartition du travail entre tous ceux qui ont besoin de travailler, en prenant sur les profits et les fortunes capitalistes pour assurer des salaires décentes à tous.

Claire Dunois

## Congés : un droit toujours attaqué

Le 15 juillet, Bayrou a annoncé son projet de supprimer deux jours de congé, dans le cadre des 43,8 milliards d'euros qu'il veut prendre dans les poches des travailleurs.

Puis la ministre du Travail, Panosyan-Bouvet, a affiché sa propre version de la même idée : il s'agirait de revenir sur la cinquième semaine de congés payés.

La ministre parle en effet de « monétiser » cette semaine, un mot ronflant qui signifie simplement y renoncer et s'en faire payer le salaire, éventuellement avec une majoration. La ministre présente cette mesure comme non obligatoire et, bien entendu, en fonction du « souhait » des travailleurs. Or la faiblesse des salaires ou le « souhait » du patron pèsent bien plus.

Réduire les congés serait autant d'argent économisé par la classe patronale. Alors, le gouvernement mène campagne dans ce sens. Le président du Medef, Martin, lui a emboîté le pas, reprenant le fameux « travailler plus pour gagner plus », la vieille rengaine mensongère de Sarkozy. Bien des travailleurs ont fait l'expérience que dans la réalité, elle signifie plutôt : travailler plus pour gagner moins.

Le gouvernement, qui

n'a que le mot travail à la bouche, sait pertinemment que la suppression de congés n'incitera en aucun cas les directions d'entreprise à embaucher, bien au contraire. Il sait aussi que la question des congés peut générer de la contestation, mais calcule sans doute qu'elle peut lui servir de chiffon rouge pour faire oublier les autres attaques annoncées : la saignée d'emplois dans la



fonction publique, le doublement de la franchise sur les médicaments ou encore la non-revalorisation des pensions et des allocations.

La monétisation des congés existe en réalité déjà. Dans de nombreuses entreprises, dans les hôpitaux, il est possible de ne pas utiliser ses congés, qui sont stockés sur un compteur temps, et à la place de se les faire payer. Les modalités dépendent des conventions d'entreprise, et en dehors de celles-ci, le rachat de RTT est inscrit dans la loi depuis 2022. Mais bien des travailleurs constatent qu'il s'agit souvent d'un moyen de pression utilisé par leur direction pour limiter les congés.

Les congés payés ont été un des résultats de la grève générale menée par les travailleurs en juin 1936. C'est la peur qu'avait eue le grand patronat face à la force de la classe ouvrière qui l'avait amené à céder cette mesure qui, contrairement à ce que prétend une certaine légende, ne figurait d'ailleurs même pas dans le programme de la coalition de Front populaire. C'est bien cette combativité ouvrière qui doit revenir à l'ordre du jour.

Thomas Baumer

Lisez  
**Lutte de classe,**  
revue de l'Union communiste internationaliste



Au sommaire du n° 249 (juillet-août 2025)

- De Gaza à l'Iran, les guerres impérialistes de Netanyahu
- Trump, la guerre commerciale et l'économie américaine
- La course aux armements en Italie
- Nestlé, une multinationale en eaux troubles
- Michelin-Cholet : retour sur une lutte contre les licenciements
- Haïti et la dette extorquée par la France en 1825
- Frantz Fanon, de la révolte au nationalisme

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

## Livret A : au régime sec

Le ministère de l'Économie a encore prévu de baisser le rendement du livret A, le livret d'épargne sur lequel les familles populaires placent leurs économies, quand elles en ont. Ce taux était de 3 % l'an dernier. Il est passé à 2,4 % en février et va dégringoler à 1,7 % en août.

Le ministère prétexte un ralentissement de l'inflation. Mais le gouvernement a décidé par exemple d'augmenter la TVA sur l'abonnement au gaz et à

l'électricité de 5,5 % à 20 % au 1<sup>er</sup> août...

Ce tour de vis ne concerne pas les grandes banques capitalistes qui nagent dans les milliards : en début d'année, BNP Paribas a augmenté le dividende par action de 4,1 %, et la Société Générale a prévu un reversement de ses bénéfices à ses actionnaires en hausse de 75 %, carrément !

Il n'y a que dans l'épargne populaire que l'État pompe allègrement.

L. D.

## Dette publique : qui doit la payer ?

**Le 15 juillet, en même temps qu'il annonçait sa volonté de réduire la dette publique, Bayrou affirmait qu'elle était due au financement d'un « modèle social » trop coûteux. Il s'agit là d'un mensonge grossier.**

La dette de la France s'élève aujourd'hui à 3 345,8 milliards d'euros. Les seuls intérêts de celle-ci atteignent 55 milliards d'euros par an, soit presque autant que le budget de l'Éducation nationale. Si cette dette a triplé en vingt ans, les dépenses sociales n'y sont pour rien.

La dette a d'abord fait un bond après la crise financière de 2008. L'État avait alors mobilisé 360 milliards pour soutenir le secteur bancaire menacé de banqueroute. Puis il y a eu le « quoi qu'il en coûte » de Macron lors de la crise du Covid, dont le coût est estimé

à 400 milliards d'euros. Sous couvert de soutenir l'économie, il s'agissait surtout de soutenir les profits des grandes entreprises.

À ces dépenses « exceptionnelles » s'ajoute la rente annuelle de 211 milliards, évaluée par une commission sénatoriale, que l'État verse chaque année au grand patronat sans aucun contrôle. Dans le même temps, les dépenses dites de protection sociale ont représenté une part stable des dépenses : les prestations sociales ont représenté en 2023 31,5 % du PIB, c'est-à-dire de l'ensemble des richesses produites en France, contre 30,5 % en 2005.

Elles sont d'ailleurs financées par les cotisations sociales et les impôts qui leur sont affectés, tels que la CSG, et en définitive par les travailleurs eux-mêmes. Alors, si quelqu'un doit payer cette dette, c'est d'abord ceux qui en ont profité et dont elle a accru la richesse.

Denis Aler



## Les vases communicants

Le projet de budget présenté par Bayrou prévoit de diminuer fortement les lignes budgétaires de certains ministères : le sport perd 18 % de son budget (300 millions d'euros en moins), l'aide au développement 16 % (700 millions) et la solidarité 6 % (1,7 milliard).

Mais pour d'autres,

les perspectives sont au contraire tout à fait positives : le projet de budget prévoit 13 % de plus pour la défense, autrement dit l'armement (6,7 milliards d'euros supplémentaires), 5 % de plus pour l'immigration et l'asile, autrement dit la chasse aux travailleurs immigrés (100 millions) et 2,3 %

de plus pour la sécurité, autrement dit la répression (400 millions). Il faut y ajouter le sacro-saint paiement de la dette, qui coûtera 8 milliards de plus en 2026 qu'en 2025.

Austérité ou pas, l'année s'annonce bonne pour l'armée, la police et les banques !

C. D.

## LR et RN : la crasse raciste en prime

Le RN et Les Républicains critiquent le plan d'économies de Bayrou, mais eux aussi se taisent sur le véritable problème : le détournement toujours croissant des fonds publics au profit de la classe capitaliste.

En effet, ce que ces gens-là reprochent à Bayrou est d'avoir omis de parler du

coût supposé de l'immigration. Bruno Retailleau (LR) affirme dans le JDD que « *le tabou du coût de l'immigration doit être enfin levé* ». Son compère Laurent Wauquiez va dans le même sens, affirmant qu'on ne peut pas « *demande des efforts à tous les étages de la société sans rien dire de l'immigration* ». Le RN ne pouvait évidemment pas

en dire moins. Bardella accuse Bayrou d'avoir « *sciemment écarté* » la question de l'immigration. Quant à Le Pen, elle dénonce le plan parce qu'il « *demande des sacrifices aux Français tout en continuant à financer une politique migratoire hors de contrôle* ».

Cette surenchère réactionnaire ne fait en réalité

que s'ajouter à la campagne d'intoxication gouvernementale. S'en prendre à l'immigration comme si elle était responsable des déficits de l'État est une diversion malpropre qui cherche à détourner les travailleurs de leurs véritables ennemis et à les diviser. Le Pen et Bardella, qui prétendent diriger « le

premier parti ouvrier de France », veulent eux aussi amener les travailleurs à des sacrifices au nom d'un prétendu intérêt national. Ils sont en réalité tout aussi à plat ventre devant le grand patronat que les autres responsables politiques, avec une dose de saleté raciste en plus.

D. A.

## Affrontements dans les quartiers populaires : la double peine

**Nîmes, Limoges, Béziers, mais aussi de nombreux quartiers populaires, ont été en ce mois de juillet le théâtre d'affrontements entre la police et des groupes de jeunes organisés, parfois armés.**

Face à ces bandes, liées au narcotrafic, police et autorités locales apparaissent de plus en plus impuissantes, sauf à proposer des mesures spéciales comme l'institution de couvre-feux pour les jeunes, qui s'accumulent sans rien régler mais qui dégradent les conditions de vie au quotidien.

Ainsi, à Limoges, après qu'une centaine de jeunes encagoulés et munis de barres de fer se sont lancés dans une guérilla urbaine, l'État a dépêché pour quelques jours une partie de la CRS 82, spécialisée dans la répression des violences urbaines et du narcotrafic.

Quatre compagnies de ce type existent depuis 2021, sans que leur passage ait un véritable effet.

En France, le marché des stupéfiants génère au moins 3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, et des estimations chiffrent à 240 000 le nombre de personnes vivant directement ou indirectement du trafic de drogue. Les patrons du narcotrafic sont bons payeurs et font travailler des très jeunes, parfois de 12 ans, pour de petites tâches, première étape à leur recrutement. Sur fond de chômage et de bas salaires, de parents au travail

et d'ennui dans les quartiers, les réseaux continuent de se développer.

L'État dépêche des brigades de police pour des opérations spéciales qu'il veut visibles, mais l'ordre social, l'exploitation, la pauvreté dont il est le défenseur ont une grande part de responsabilité dans le développement du narcotrafic. Les couvre-feux pour mineurs mis en place par des maires et préfets sont devenus une habitude l'été et pendant l'année. Justifiées au nom de la « protection des enfants », ces mesures n'empêchent pas les réseaux de recruter et de gangrener la vie quotidienne. Le climat de violence qui s'instaure rend la vie insupportable pour les habitants. En avril, à Vaulx-en-Velin, un jeune a



Déploiement de CRS à Limoges.

même été abattu en pleine journée près d'une école élémentaire.

À la situation des quartiers pauvres que la misère et les trafics gangrènent, la plupart des responsables politiques ne savent répondre que par des mesures policières et d'en-

cadrement. Mais elles ont aussi une visée politique : elles reportent la responsabilité sur les familles et les parents, sommés de « tenir leurs enfants », une morale qui évite à dessein la critique d'une société en décrépitude.

Cécile Seyrig

## Loi Duplomb : pesticide au menu

La pétition pour l'abrogation de la loi Duplomb, lancée par une étudiante, dépassait, lundi 22 juillet, 1,6 million de signatures. L'inquiétude suscitée par cette loi est parfaitement légitime.

Pour rappel, la loi entend réintroduire un insecticide très nocif, un néonicotinoïde, interdit en France depuis 2018. Les sénateurs qui sont à son origine prétendent défendre les producteurs de betteraves et de noisettes. En réalité, il s'agit de satisfaire les patrons de l'agro-business qui entendent produire comme ils le souhaitent, sans être entravés par des normes sanitaires, environnementales ou autres.

Parmi ceux qui prétendent parler au nom de l'ensemble du monde agricole, se trouve Franck Sander, président de la Confédération des planteurs de betteraves, par ailleurs fils d'un ancien président du Crédit agricole et frère d'une ex-députée LR. Il hurle à la concurrence déloyale du fait que cet insecticide est utilisé dans d'autres pays de l'Union européenne. On peut toutefois noter que ce handicap est très relatif, la France restant, avec 30 % de la production totale, le

premier pays producteur de betteraves de toute l'UE...

De son côté, Laurent Duplomb dénonce cette pétition comme une manipulation de l'extrême gauche et des écologistes, étalant ainsi son mépris vis-à-vis des oppositions, qui s'expriment y compris au sein du monde agricole. Il les accuse d'être « en déphasage avec les réalités économiques », invoquant l'impératif de rentabilité et allant jusqu'à évoquer un risque d'effondrement économique, rien que ça ! Ce sont les mêmes propos que les partisans du chlorderone, responsable de nombre de cancers aux Antilles françaises, avaient tenus il y a trente ans.

Une chose est néanmoins juste dans les propos de Duplomb. La santé publique et l'écologie sont en déphasage avec les réalités d'un monde capitaliste basé sur l'exploitation et la concurrence. C'est bien lui qu'il s'agit de renverser, ce qui nécessitera bien plus qu'une pétition.

Denis Aler



Betteraves récoltées.

## Une pétition qu'ils ne demandent qu'à classer

La vitesse avec laquelle a été signée la pétition contre la loi Duplomb, votée le 8 juillet à l'Assemblée nationale, semble avoir quelque peu perturbé le personnel politique qui était à son origine.

Voyant que cette pétition avait atteint 1,6 million de signatures en une douzaine de jours, la première à ouvrir le bal fut Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée, disant que, comme le prévoit son fonctionnement, un débat peut avoir lieu quand les signatures dépassent le demi-million provenant d'au moins 30 départements, et qu'il se

fera en septembre. Elle s'est cependant empressée d'ajouter que cela n'aura aucune conséquence sur le texte voté et que la réintroduction du pesticide contesté ne sera pas remise en cause, en tout cas pas sous l'influence de cette pétition. Le refrain a été dûment repris par la plupart des dirigeants politiques, relayés par une grande partie de la presse.

Cet attachement à l'utilisation d'un produit reconnu comme nocif par la plupart des scientifiques et rejeté par une grande majorité de la population met en lumière, si besoin

était, la soumission des dirigeants politiques devant les grands trusts agricoles. Les conséquences sur la santé que peuvent avoir de tels poisons ne sont pas leur souci. Alors, pour se dédouaner, ils s'abritent derrière la loi, une loi qu'ils ont eux-mêmes mise en place. Et la suite que le gouvernement entend donner à la pétition risque d'être la même que celles qu'ont reçues, par exemple, les protestations des gilets jaunes : trois discours et puis s'en vont... continuer comme avant.

Marianne Lamiral

## Industrie chimique : les capitalistes au biberon

Mardi 8 juillet, la Commission européenne a annoncé, par la voix de Stéphane Séjourné, proche de Macron, un plan de secours pour l'industrie chimique de l'UE : préférence européenne, mesures protectionnistes et, pour limiter le coût de l'énergie, suppression de contraintes réglementaires ou aides publiques sous prétexte de transition écologique.

Les propagandistes de l'industrie chimique, qu'ils soient lobbyistes officiellement appointés, journalistes aux ordres ou hommes politiques serviles, dépeignent un secteur au bord du précipice : à cause des prix élevés de l'énergie, surtout depuis la guerre en

Ukraine depuis 2022 qui a privé l'Europe d'une bonne partie du gaz russe, et à cause de la concurrence internationale, en particulier celle des États-Unis ou de la Chine.

La chimie est surnommée « l'industrie des industries », parce que ses

produits sont utilisés dans tous les autres secteurs, de la pharmacie à l'automobile en passant par le bâtiment, et elle est certes touchée par la crise économique qui s'est accélérée depuis 2022 : le taux d'utilisation des installations chimiques du monde serait descendu en dessous de 70 %. Face au rétrécissement des marchés, les affrontements se tendent donc entre les grands groupes à l'échelle mondiale.

Cette guerre économique accélère la guerre sociale féroce contre les travailleurs : de BASF en Allemagne à Domo ou Vencorex en France, les fermetures d'usines jugées trop peu rentables et les plans de licenciements privent des milliers d'ouvriers de la chimie de leur salaire.

Mais les capitalistes européens pleurent la bouche pleine : premiers exportateurs de produits chimiques

du monde, ils ont plus que triplé le montant de leurs ventes à l'extérieur dans les vingt dernières années. La légère baisse intervenue depuis 2023 est pour eux l'occasion de dramatiser. Leurs taux de rentabilité ont battu des records pendant deux décennies, et les profits ont coulé à flots pour le français Arkema, le belge Solvay et les allemands BASF ou Bayer.

Ces profits n'ont pas été utilisés pour investir et moderniser les installations, mais pour arroser les actionnaires : par exemple, le géant BASF a versé aux siens 3 milliards d'euros de dividendes chaque année depuis 2018, et a annoncé un plan de dividendes et de rachats d'actions de 12 milliards pour les années 2025-2028, alors même qu'il supprime des milliers d'emplois.

Cela n'empêche pas Stéphane Séjourné, membre de la Commission européenne

et commissaire à la prospérité et la stratégie industrielle, de justifier le versement d'argent public. Il invoque la vétusté des vapocraqueurs européens, ces installations qui fabriquent les molécules de base pour l'industrie chimique à partir des hydrocarbures, qui ont plus de quarante ans d'âge et dont le remplacement ou la modernisation coûterait entre 1 et 3 milliards d'euros chacun. Face aux installations récentes bâties en Chine ou au Moyen-Orient, parfois par eux-mêmes, les capitalistes européens exigent le soutien des fonds publics pour financer les investissements qu'ils n'ont pas voulu faire, et préparer les profits de demain. La ficelle est grosse, mais les budgets des États et de l'Union européenne sont là pour les satisfaire.

Zoé Chavet



Rassemblement des grévistes de Vencorex - Pont-de-Claix, en avril.

## Syrie : Israël attise les braises

**Une semaine après le déclenchement d'affrontements entre des groupes armés druzes et sunnites qui auraient fait au moins 1 260 morts, et quatre jours après les bombardements israéliens sur la ville de Damas, le gouvernement syrien a annoncé le 20 juillet un cessez-le-feu à Soueïda, une ville du sud-ouest de la Syrie.**

Le 16 juillet, Israël n'a pas hésité à bombarder la zone du palais présidentiel, les environs de l'aéroport militaire de Mazzeh, et des cibles

militaires dans l'ouest et le sud syrien. « *En quatorze ans de guerre, on n'a jamais vu cela ici. Dans la Ghouta orientale [banlieue de Damas], oui,*

*mais c'est loin. Les jets israéliens bombardent à leur guise, car on n'a pas de défense anti-aérienne. Et ce sont les civils qui en paient le prix* », déplore un gardien d'immeuble, Mohammed Al-Hariri, cité par le journal *Le Monde*. Depuis la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, le gouvernement de Netanyahu a effectué plus de 800 bombardements aériens

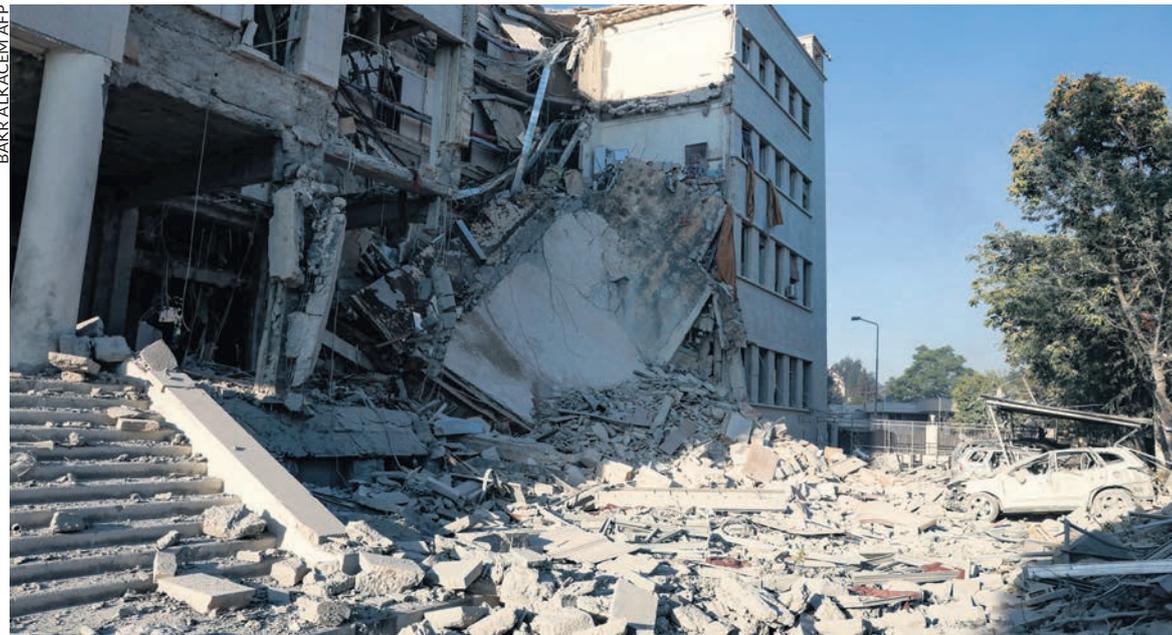
en Syrie pour y détruire les sites et l'arsenal militaires. L'armée israélienne a ainsi pris pied dans la zone syrienne démilitarisée au pied du plateau du Golan qu'elle occupe depuis 1967 et qui est à 50 kilomètres des portes de Damas.

Depuis son arrivée au pouvoir, après la chute d'Assad, Ahmed Al-Charaa ne réussit pas à imposer une autorité aux différentes bandes armées qui s'affrontent sous couvert de conflits communautaires. Les groupes armés druzes en particulier refusent d'être intégrés aux forces armées « officielles ». L'État que celles-ci voudraient reconstituer n'a en fait d'autorité que parce que les dirigeants impérialistes ont fait d'Al-Charaa leur interlocuteur privilégié. Alors que les bombardements israéliens continuaient avec l'accord au moins tacite des États-Unis, celui-ci n'a donc pas eu d'autre choix que d'obéir aux ordres israéliens et de retirer son armée de Soueïda pour tenter de désamorcer la situation.

Netanyahu tire parti de la faiblesse du pouvoir syrien

pour s'imposer dans le pays comme la nouvelle puissance dominante. Il a justifié son intervention, une de plus après le Liban, le Yémen et l'Iran, par sa volonté de protéger les Druzes contre les exactions des groupes sunnites. Ce n'est évidemment qu'un prétexte. « *Il est possible que cette préoccupation israélienne pour les Druzes syriens coexiste avec ce que l'on pourrait considérer comme un objectif plus cynique, à savoir que la Syrie devrait être un État faible, effectivement divisé en enclaves sectaires et ethniques autonomes* », souligne Aymenn Al-Tamimi, un chercheur anglo-irakien spécialiste de la Syrie. C'est peu dire : profitant de l'affaiblissement de leurs adversaires et du blanc-seing américain, ses dirigeants font d'Israël la nouvelle puissance coloniale régnant sur le Moyen-Orient, spéculant sur les divisions communautaires et prétendant régler les conflits à coups de bombardements. En Syrie, à Gaza, ou au Moyen-Orient en général, cette « pax israélienne » ne promet que la guerre.

**Aline Retesse**



Après un bombardement en Syrie.

## Gaza : Netanyahu poursuit le massacre

**Pendant que, le 22 juillet, Israël bombardait à nouveau Gaza faisant au moins 77 morts et 376 blessés, vingt-cinq pays, dont la France, signaient une déclaration pour demander l'arrêt des combats.**

Cet appel à mettre fin à la guerre à Gaza vient après des mois de silence complice. Dans leur déclaration, les dirigeants des vingt-cinq pays signataires visent surtout Israël en raison de son « *modèle de distribution de l'aide [humanitaire] mis en place [qui est] dangereux, alimente l'instabilité et prive les Gazaouis de leur dignité humaine* », en référence à la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), soutenue par les États-Unis et Israël. Plus de 1 000 personnes qui tentaient d'obtenir de l'aide humanitaire ont en effet été tuées depuis la fin de mai, selon l'ONU. Et le directeur de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, de dénoncer « *le soi-disant programme de distribution de la Gaza Humanitarian Foundation (GHF) [...] un piège sadique. Les tireurs d'élite ouvrent le feu au hasard sur les foules,*

*comme s'ils avaient un permis de tuer* ». Les enfants qui ne meurent pas sous les bombes ou du fait de ces tirs de l'armée israélienne meurent de malnutrition. En réalité c'est toute une population qui est en train de mourir de faim.

Non seulement cette situation n'est qu'une partie du problème, mais elle dure en fait depuis des semaines et des mois. Aujourd'hui, les dirigeants des vingt-cinq pays signataires de l'appel savent évidemment qu'il sera vain, d'autant plus qu'il ne sera suivi de leur part d'aucune action concrète. Il leur permettra seulement, sans doute, de tenter de se défendre de l'accusation de complicité de génocide. En effet, du côté de Netanyahu, la perspective reste de continuer la guerre et de tuer le plus de Palestiniens possible. Le 21 juillet, pendant que des dirigeants de ces différents États l'exhortaient

à cesser cette guerre, l'armée israélienne lançait une offensive terrestre à Deir al-Balah, dans le centre de la petite enclave palestinienne, où se trouvaient ce jour-là entre 50 000 et 80 000 personnes, selon le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies.

Dans la même semaine, le directeur des services de renseignements israéliens du Mossad, David Barnea, se rendait à Washington pour obtenir de l'administration américaine une aide pour organiser le départ forcé de Palestiniens hors de Gaza. Les dirigeants israéliens, derrière Netanyahu, ont toujours en tête le projet de déplacer de force des centaines de milliers de Gazaouis dans des pays étrangers. Crimes de guerre, génocide, épuration ethnique, rien ne les arrête, tout comme cela n'arrête pas le dirigeant de la première puissance mondiale, Donald Trump.

En fait, non seulement les États-Unis, mais les autres grandes puissances également, sont responsables de l'impasse sanglante dans

laquelle se retrouvent les peuples de la région, y compris le peuple israélien. Ce sont elles qui les ont dressés les uns contre les autres et qui ont appuyé et armé

l'État israélien, gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Une véritable paix ne pourra se faire que contre elles.

**A. R.**



# Ukraine-Russie : les populations continuent de payer

Après plusieurs tentatives infructueuses d'amener Poutine à la table des négociations, Trump s'est récemment dit insatisfait et agacé.

Pour soigner une image de faiseur de paix qu'il s'est fabriquée lui-même, le président américain a donné cinquante jours au dirigeant russe pour arriver à un accord de cessez-le-feu en Ukraine.

Trump a passé les premiers mois de son mandat à faire pression sur Zelensky, en menaçant à de nombreuses reprises d'arrêter de livrer des armes à l'Ukraine. Ces pressions ont été couronnées de succès, non pas en matière de paix – ce qui n'intéresse que moyennement Trump, au-delà de son autopromotion permanente –, mais pour assurer l'accès des grandes entreprises américaines aux terres rares d'Ukraine. Un accord dans ce sens a été conclu le 30 avril au nom du gouvernement ukrainien aux abois, obligé de se soumettre au puissant impérialisme américain. Ioulia Svyrydenko, qui en a été la signataire, vient d'accéder au poste de Première ministre, ce qui confirme probablement l'influence des États-Unis sur le gouvernement ukrainien. Son programme comporte une accélération des privatisations, dont le grand capital étatsunien aura certainement la part du lion.

À présent que la soumission de l'Ukraine est actée ouvertement, Trump veut mettre la pression sur Poutine. Il proclame maintenant que les livraisons d'armes à l'Ukraine sont de première importance pour l'aider à résister à son adversaire. Mais il est bien plus difficile de faire plier Poutine et la Russie que Zelensky et l'Ukraine.

Ce renversement de sa politique entraîne des contorsions politiques de la part d'élus républicains ayant promis que les États-Unis ne dépenseraient plus d'argent à aider l'Ukraine. Trump emboîte le pas à son prédécesseur Biden, à ceci près qu'il veut que ce soit les pays européens qui achètent du matériel militaire aux industriels américains pour l'offrir ensuite à l'armée ukrainienne.

Les puissances européennes, telle que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, se veulent les adversaires les plus déterminés de Poutine, mais dans le rapport de force entre les États-Unis et la Russie elles ne comptent guère. L'impérialisme américain ne se prive donc pas de leur faire sentir leur dépendance et de leur imposer sa puissance. Tout au plus, chacun de ces



HANDOUT UKRAINIAN PRESIDENTIAL PRESS SERVICE AFP

Zelensky devant un mémorial.

impérialismes de seconde zone peut-il espérer favoriser ses propres capitalistes quand il sera l'heure de capter les milliards des marchés de la reconstruction des régions dévastées par la guerre.

Pour l'heure, les dirigeants européens ne voient rien d'autre à faire que de continuer à fournir des armements à l'Ukraine, poussant les deux belligérants à épuiser leurs forces dans une guerre sans fin. De son côté, pour que le soutien de la population ukrainienne à la guerre ne faiblisse pas trop, malgré les morts et la corruption de

son État, Zelensky se doit d'entretenir l'espoir, sinon d'une reconquête des territoires occupés par l'armée russe, du moins d'un cessez-le-feu. Il a ainsi une nouvelle fois proposé des négociations à la Russie, qui ne donnera probablement pas suite tant qu'elle peut espérer se renforcer encore sur le terrain.

En attendant, la guerre continue de faire rage. L'Ukraine construit un mémorial géant capable, selon son architecte, d'accueillir les dépouilles de 130 000 à 160 000 victimes de guerre. C'est un nombre équivalant

à celui des soldats français et allemands de la Première guerre mondiale dont les restes reposent à l'ossuaire de Douaumont, sur le champ de bataille de Verdun. Quant à la Russie, elle a récemment cessé de publier ses données démographiques pour cacher l'ampleur du coût humain de ses avancées militaires.

Les populations ukrainienne et russe continuent ainsi de payer le prix du sang dans un affrontement catastrophique entre puissances et une guerre fratricide.

Lucien Déroit

## Aide humanitaire : une baisse aux conséquences dramatiques

Le 17 juillet, le Sénat américain a définitivement voté la suppression de 9 milliards de dollars d'aide aux populations des pays les plus pauvres, comme Trump l'avait annoncé dès sa prise de fonction il y a six mois.

Deux semaines après l'adoption d'un budget dont Trump s'est vanté qu'il porte les dépenses militaires à 1 000 milliards de dollars l'an, sa porte-parole



PAM DJOYO

Biscuits distribués aux enfants en République centrafricaine.

s'est félicitée de l'économie de ce qu'elle a appelé « 9 milliards de conneries ». Les conséquences de cette réduction drastique du budget humanitaire des États-Unis se font sentir dès à présent. Dans plusieurs pays d'Afrique, des ruptures dans l'approvisionnement de médicaments pour le traitement des principales maladies, comme le paludisme, sont apparues. Le Programme alimentaire mondial a dû réduire ses opérations en Mauritanie, au Mali et en Centrafrique, et a averti qu'en l'absence de renfort, ses stocks de nourriture seraient épuisés d'ici à septembre dans les sept pays d'Afrique de l'Ouest où il intervient.

Le gel des financements,

avant leur suppression officielle, a déjà empêché 500 tonnes de biscuits à haute valeur énergétique de parvenir aux enfants afghans et pakistanais souffrant de malnutrition. Ces biscuits, stockés dans un entrepôt de Dubaï, se sont périmés faute d'être acheminés et devraient être détruits, dans un gâchis criminel.

L'aide américaine n'a jamais été dénuée d'arrière-pensées impérialistes. C'est ce qu'a reconnu le secrétaire d'État américain Marco Rubio qui s'est plaint que les pays destinataires de cette aide n'aient pas voté à l'ONU systématiquement comme le leur demandaient les États-Unis. D'après lui, les pays d'Afrique ont reçu 165 milliards de dollars d'aide

depuis 1991, mais ne se sont alignés sur le vote des États-Unis que dans 29 % des résolutions soumises à l'Assemblée générale de l'ONU, soit « le taux le plus bas du monde ». C'est donc pour en punir les populations de ces États que la maladie, la faim, le manque d'eau et d'éducation vont encore plus sévir.

Les pays européens réduisent aussi leurs budgets d'aide, amplifiant la crise humanitaire qui frappe l'Afrique, l'Amérique latine et une bonne partie de l'Asie. La France de Macron a baissé ce budget de deux milliards d'euros cette année, mais elle peut le faire honteusement, tant elle est couverte par le bruyant cynisme d'un Trump.

L. D.

## Georges Ibrahim Abdallah : 40 ans d'acharnement judiciaire

Judi 17 juillet, la décision de libérer Georges Ibrahim Abdallah a enfin été prise. Il doit quitter sa cellule le 25 juillet pour être expulsé au Liban.

FACEBOOK ÉRIC COQUEREL



Arrêté en 1984 et condamné en 1987 à perpétuité pour complicité dans le meurtre d'un responsable des services secrets israélien et d'un attaché militaire américain, il a passé plus de quarante ans en prison dans une cellule de 11 mètres carrés.

Communiste, Georges Ibrahim Abdallah appartenait à la Fraction armée révolutionnaire libanaise, qui militait pour la libération de la Palestine, une organisation qui se disait

marxiste et qui prônait le terrorisme ciblé. Il a toujours refusé de s'en « repentir » et a toujours assumé son choix politique, même si cette idée de terrorisme d'un petit groupe apparaît comme dérisoire face au terrorisme d'État d'Israël contre les Palestiniens depuis des décennies et face au massacre actuel, et sans utilité pour la population palestinienne.

En tout cas, Georges Ibrahim Abdallah a toujours nié les meurtres dont

on l'accuse. Il est libérable depuis vingt-cinq ans et, malgré les actions, les nombreuses manifestations de soutien et les demandes du Liban, il a été maintenu en détention d'une façon totalement arbitraire. Aujourd'hui encore, la cour d'appel n'accepte sa libération qu'à la condition qu'il quitte le territoire français sans possibilité d'y revenir.

La justice avait exigé qu'une indemnisation soit versée aux victimes. Ses soutiens ont réuni 16 000 euros mais le parquet général comme les autorités américaines contestent encore sa libération parce que l'argent ne vient pas de lui. L'acharnement de l'État français n'a pas cessé de s'exercer, en complicité avec ses alliés américain et israélien qui se sont sans cesse opposés à sa libération et regrettent la récente décision. Lundi 21 juillet encore, on a appris que le parquet général de Paris s'était pourvu en cassation contre sa libération.

L'acharnement des autorités de la France, des États-Unis et d'Israël contre un militant de la cause palestinienne d'un groupe dissous avant la fin des années 1990 en dit long sur leur détermination à écraser ceux qui les combattent.

Inès Rabah

## Médecins étrangers : des discriminations insupportables !

Une partie des médecins du Grand Hôpital de l'Est Francilien, fusion d'hôpitaux de Seine-et-Marne, se voient réclamer de 30 000 à 100 000 euros par leur direction.

Ces dizaines de médecins sont des « padhue », c'est-à-dire des praticiens à diplôme hors Union européenne. Marocains et Algériens, pour la plupart, ils sont payés, non pas comme leurs collègues français, mais comme des étudiants internes, avec un salaire de base inférieur à 2 000 euros par mois. Pourtant, ils occupent des fonctions de médecin, soignent tout à fait normalement les patients. Sans les padhue, bien des hôpitaux en France ne pourraient fonctionner.

Dans un contexte de désert médical, pour les attirer en Seine-et-Marne, l'ancienne direction de cet hôpital leur avait versé des primes doublant à peu près leurs revenus. Mais la direction actuelle et le Trésor public ont décrété que ces primes n'avaient pas lieu d'être. Non content de les supprimer depuis mars, le directeur, par ailleurs président du Syndicat des managers publics de santé, a mis en demeure les padhue de rembourser ce qui leur a été versé depuis deux ans. Ce gestionnaire bien dans la ligne du gouvernement, qui voit l'hôpital bien plus comme un organisme devant réaliser des économies qu'un lieu où l'on soigne,

veut récupérer sur leur dos 2,3 millions d'euros.

Une jeune médecin marocaine décrit un « coup de massue » : ses revenus sont passés de 4 000 à 1 100 euros net pour des semaines de 70 heures, avec des dizaines de milliers d'euros à rembourser.

Le ministère de la Santé exerce une véritable discrimination à l'égard des padhue, soupçonnés de ne pas être compétents médicalement. Cela permet de les sous-payer et d'utiliser leur statut précaire – sort qu'ils partagent avec bien des travailleurs immigrés – pour leur imposer des gardes que les autres médecins rechignent à assurer. Ainsi, ce sont bien souvent ces médecins étrangers, dont les diplômes ne sont pas reconnus, qui assurent la continuité des soins au bénéfice des malades.

Ces responsables sont obnubilés par les économies et, du ministère aux directeurs d'hôpitaux en passant par les ARS, n'hésitent pas à maltraiter les travailleurs hospitaliers, y compris les médecins. Entre leurs mains, il n'est pas étonnant que le système de santé soit défaillant.

Lucien Déroit

## “Cachez ce commerce que je ne saurais voir” !

Dans le très chic 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où vivent des célébrités et des grandes fortunes, un certain nombre d'habitants sont partis en guerre contre l'ouverture prochaine d'un magasin Carrefour-Market.

Une pétition contre ce projet, lancée en avril, a déjà recueilli 3 000 signatures. « Les livraisons du quartier à 6 heures du matin, cela va être insupportable, c'est un quartier résidentiel, pas un quartier ouvrier », se plaint une habitante. D'autres y voient le risque d'une accumulation de déchets ou « un encouragement à la mendicité », voire d'un tapage nocturne

causé par les clients. Un coiffeur va plus loin encore dans le mépris et l'insulte vis-à-vis des petites gens qui pourraient fréquenter cette boutique : « Quand on est à plus de 20 000 euros le mètre carré, on n'a pas envie d'avoir de la racaille en bas de chez soi » !

De quoi se croire revenus près de 240 ans en arrière, quand la noblesse étalait ses richesses dans ses châteaux en ignorant le bas peuple qui croupissait dans la pauvreté. La révolution qui a suivi lui a alors rabattu sa prétention. De quoi en souhaiter une autre.

M. L.

## Notre camarade Isaac

Notre camarade Isaac Szmulewicz, que nous appelions Charron, connu aussi sous le nom d'André Victor, nous a quittés à l'âge de 84 ans.

Fils d'un père déporté à Auschwitz et d'une famille juive venue de Pologne, Charron a commencé à militer dans notre organisation au début des années soixante. Il a contribué à la développer en province à Lyon puis à Marseille. Beaucoup d'entre nous l'ont connu au travers de la fête de Presles dont il supervisait le montage presque depuis les origines. Il était musicien à ses heures et maniait

l'humour avec talent.

Malade depuis plusieurs années, il ne voulait pas baisser les bras. Sentant sa fin arriver, il nous a laissé cet adieu :

« De toute ma vie je n'aurai été qu'un modeste militant. J'espère avoir œuvré pour créer un jour un parti révolutionnaire. J'en ai terminé. Longue vie et succès aux vivants ! »

Nous ne t'oublierons pas, camarade.



## Aéroports de Paris (ADP): le plan de vol de la direction

ADP, premier gestionnaire français d'aéroports, avec un effectif de près de 6 000 travailleurs, a annoncé la semaine du 7 juillet la mise en place d'une réorganisation de certains services à Roissy Charles de Gaulle et Orly, qui s'inscrit dans un plan plus global d'attaques contre les travailleurs.

Cette réorganisation implique des suppressions de postes, des gels d'embauches sur des postes actuellement vacants et des mutations forcées à l'intérieur de l'entreprise. La direction reste

très floue sur leur nombre, mais certains travailleurs ont déjà vu leur poste supprimé et doivent en retrouver un, tout en étant mis en concurrence avec leurs collègues. L'annonce de cette

réorganisation au mois de juillet, alors que plusieurs salariés sont déjà en vacances, a pour but d'éviter des réactions collectives. Dans la même optique, la direction a organisé des réunions d'information mais par petites équipes, secteur par secteur, et y compris en visioconférence.

Le nouveau PDG, Philippe Pascal, a annoncé plusieurs fois son objectif de « réduire la masse salariale ». C'est en effet de cette façon qu'ADP a assuré en 2024 de substantiels dividendes de 377 millions



SEINE-SAINT-DENIS TOURISME

d'euros à ses actionnaires, parmi lesquels l'État, qui est majoritaire.

Pour les travailleurs d'ADP, cela renvoie aux méthodes utilisées après la pandémie de Covid, où la direction avait pris comme prétexte la diminution du trafic aérien pour imposer des changements. Le nombre de vols est pourtant

aujourd'hui en hausse, et cela n'empêche pas la politique de réduction des effectifs de continuer. C'est un rappel pour tous les travailleurs que les conditions de travail et de salaires ne dépendent pas en définitive de la santé des marchés mais bien du rapport de force qu'ils sauront imposer.

**Correspondant LO**

## Carrefour: la crise, prétexte à plus d'exploitation

Dans le secteur de la grande distribution en général, et à Carrefour en particulier, les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. Le salaire y est très proche du smic, les horaires sont souvent éclatés et changent fréquemment. Et aujourd'hui, la flexibilité est devenue la norme.

Dans de nombreux hypermarchés, des dizaines de postes ont été supprimés. En rayon, cela signifie des ruptures de stock, une surcharge physique, une mise en rayon qui se fait sans aide ni matériel. Les files d'attente aux caisses s'allongent, toujours bondées, et les caissières se voient imposer de rogner sur leur pause médiane, voire de la supprimer, et de prolonger leur temps de présence dans le magasin.

Le manque d'investissement est aussi flagrant. Les tire-palettes cassés ne sont pas remplacés, les congélateurs, machines à glaçons ou frigos tombent en panne régulièrement. Un éclairage défectueux n'est pas réparé tout de suite, obligeant souvent les travailleurs à s'éclairer avec leur téléphone. L'hiver, les magasins peuvent descendre à 10°C et l'été, sans ventilation ni climatisation, certains rayons sont invivables. Les économies de bouts de chandelle deviennent la règle, toujours en imposant aux travailleurs des contraintes supplémentaires.

Dans la plupart des magasins, les postes aménagés ont disparu. Tendinites et blessures se multiplient mais, plutôt que d'adapter les postes, les directions de magasin écartent les salariés abîmés. Il n'y a plus

d'infirmière dans les hypermarchés, ni aucune présence médicale sur site, aucun soutien, juste le silence ou les sanctions qui tombent. Les motifs de celles-ci sont souvent inventés, soit pour serrer la vis et augmenter la rentabilité, soit pour pousser vers la sortie les salariés les plus anciens et les moins mal payés.

La menace de passage en location-gérance, qui peut entraîner plusieurs milliers d'euros de perte de revenu annuel pour chacun, est régulièrement avancée dans les magasins qui n'y sont pas déjà. Pendant ce temps, et pour les mêmes raisons, le résultat de Carrefour est au sommet. En 2024, le résultat net était supérieur à un milliard d'euros, dont 600 millions d'euros empochés par les actionnaires sous forme de dividendes.

Parmi les employés, chacun comprend que les réorganisations en cours, les rachats de magasins et les fusions d'enseignes sont faits pour augmenter leur rentabilité que les directions chercheront à chaque étape à le leur faire payer par l'aggravation de leurs conditions de travail.

Une machine à broyer et à fabriquer du profit que seule leur riposte peut enrayer.

**Correspondant LO**

## Exercice militaire dans l'Ain: ah que la médecine de guerre est jolie!

Du 16 au 20 juin, sur le camp militaire de La Valbonne, dans l'Ain, à une trentaine de kilomètres de Lyon, l'exercice Exosan 2025 a rassemblé plusieurs centaines de soignants pour un entraînement grandeur nature à la médecine de guerre.

Il s'agissait d'être préparé pour des conflits « de haute intensité » par des simulations de combats avec effets sonores et véhicules blindés, une chirurgie d'urgence au milieu des explosions, des transfusions en pleine zone de combat, l'apprentissage de la gestion du stress...

Les mots des responsables militaires interrogés sur le site du ministère des Armées ne laissent aucune place au doute : l'exercice a « changé d'échelle », avec deux fois plus de stagiaires que les années précédentes, un nouveau site pour simuler les combats en milieu urbain, et des scénarios inspirés directement de la guerre en Ukraine. Cette mise en

scène soignée en dit long sur les priorités du gouvernement, qui préfère investir dans les futurs champs de bataille que dans les Urgences ou les Ehpad.

Pendant que les hôpitaux étouffent, que chaque jour des médecins, des infirmiers et des aides-soignants s'acharnent à faire leur travail avec des bouts de ficelle, l'armée dispose de budgets croissants pour préparer la guerre. Alors que des services entiers sont fermés dans les hôpitaux, que l'on renvoie des patients chez eux faute de lits et de personnel pour les accueillir, l'État peut déployer des drones, des véhicules de guerre et de coûteux équipements de santé pour

entraîner des soignants à travailler sous les bombes.

Derrière la formation technique, une préparation des consciences est aussi en cours. Le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, a tenu le 11 juillet une conférence de presse pour préparer les travailleurs et la population à l'idée de se sacrifier, et ces exercices sont là pour préparer spécifiquement de jeunes soignants, notamment des élèves infirmiers, à envisager le champ de bataille comme un futur lieu de travail.

Les travailleurs n'ont rien à gagner dans ces guerres que les dirigeants leur préparent, et ils ont déjà commencé à en payer le prix. S'ils ont à préparer un combat, c'est contre le système capitaliste et ses responsables politiques qui conduisent la société dans le mur.

**Correspondant LO**



SSA

Les militaires soignants lors de l'exercice Exosan 2025.

## Renault Ampere Douai : un avertissement au patron avant les congés

Vendredi 18 juillet, l'intersyndicale des usines Renault de Douai, de Maubeuge et de Ruitz appelait les salariés à faire grève une heure ou une journée.

Les syndicats du groupe spécialisé dans les véhicules électriques n'étaient pas tous subitement devenus combatifs ou radicaux. Mais la direction leur demandant d'accepter des mesures perçues par tous les salariés comme des reculs graves, aucun syndicat, même le plus pro-patronal, ne peut signer sans avoir au moins l'air d'arracher quelques compensations.

Renault a joué le jeu en faisant mine de reculer

sur des points qu'il voulait sans doute abandonner pour faire passer le reste. Par exemple, il disait ne plus vouloir payer la journée de la Saint-Eloi, journée des métallos. Après des débrayages, il y a renoncé. Mais tout le reste est encore là : des samedis travaillés à la pelle, 10 minutes de travail en plus par jour et par équipe sans augmentation de salaire, les 50 minutes des cercles de qualité qui deviennent un temps de



“On est mieux dehors à discuter que dedans.”

production au lieu de temps de discussion, la remise en question des congés. Et sur le plan financier, le gel du taux horaire, la baisse du taux des heures supplémentaires et celle du taux des fériés travaillés sont prévus.

Le jour de la grève, la direction a envoyé des chefs dire aux intérimaires qu'ils devaient travailler sous peine de ne plus revenir

à Renault. Elle a fait venir des « volontaires » de l'équipe d'après-midi pour remplacer les grévistes du matin. Malgré cela, malgré la proximité des congés, la direction a eu bien du mal à faire tourner l'usine. L'assemblée du matin n'a pas regroupé grand monde, mais on se trouvait mieux à discuter dehors que dedans. Et surtout, beaucoup de salariés sont restés chez eux,

contents de ne pas travailler et d'envoyer ainsi un avertissement à la direction.

Il faudra sûrement plus qu'une journée comme celle-là pour faire reculer la direction de Renault. Celle-ci dit comme Bayrou : vous ne travaillez pas assez ! En fait, on travaille déjà trop. Alors il faut surtout lutter plus pour faire reculer les capitalistes et leurs larbins.

**Correspondant LO**

## Stellantis : fin de l'hydrogène et faim de profits

Le groupe Stellantis vient d'annoncer qu'il met fin à son programme de production de véhicules à hydrogène, des fourgons utilitaires fabriqués depuis début 2024 dans son usine d'Hordain, dans le Nord.

La production d'une nouvelle génération de véhicules qui devait démarrer cet été est annulée, ainsi que le projet de produire de plus grands fourgons à hydrogène dans une usine à Gliwice, en Pologne. Renault avait aussi abandonné la filière hydrogène en liquidant sa filiale Hyvia début 2025.

Les raisons invoquées par Stellantis sont simples :

les ventes de véhicules ont diminué ces trois dernières années, les infrastructures de ravitaillement en hydrogène sont rares et nécessiteraient de gros investissements. « *L'entreprise n'anticipe pas l'adoption des véhicules utilitaires légers à hydrogène avant la fin de la décennie.* » Bref, les profits prévisibles à brève échéance ne sont pas suffisants.

L'Europe, l'État français

et les régions ont pourtant beaucoup subventionné la filière hydrogène. La gigafactory Symbio, filiale possédée en commun par Stellantis, Michelin et Forvia qui produisait les piles à combustible, avait été inaugurée en grande pompe fin 2023 à Saint-Fons, dans le Rhône. Stellantis avait touché 800 000 euros de subventions pour adapter sa ligne de production à Hordain. Sa filiale Symbio a reçu un soutien financier de la région Auvergne - Rhône-Alpes pour la formation de son personnel, et était

éligible à 670 millions de subventions dans le cadre de la politique industrielle européenne. La direction de Stellantis affirme que sa décision n'aura pas de conséquences pour l'emploi sur ses sites de production, mais il est tout de même permis d'en douter.

Visiblement, même les subventions ne suffisent pas à convaincre les capitalistes d'investir dans un domaine où les profits ne sont pas certains et immédiats. Le réchauffement peut bien menacer la population de la planète de multiples

catastrophes naturelles, d'inondations, d'incendies géants, de sécheresse, les constructeurs automobiles de toute l'Europe font un intense lobbying pour que la réglementation européenne qui prévoit l'arrêt de la vente de véhicules thermiques en 2035 soit annulée ou au moins repoussée.

Rechercher des solutions technologiques, investir dans des infrastructures, cela coûte cher. Or, la seule vocation des constructeurs est de faire du profit.

**Hélène Comte**

## Stellantis - Rennes la Janais : silence, accidents

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les patrons de l'usine automobile Stellantis de la Janais à Rennes dissimulent les accidents du travail aux yeux des ouvriers, mais aussi de la Sécurité sociale pour faire des économies.



Un nouvel exemple édifiant vient d'en être fourni le 8 juillet lorsqu'un intérimaire s'est blessé l'annulaire avec une visseuse. La direction n'en a avisé personne. Prévenus par des collègues, des délégués CGT sont venus se renseigner. On leur a d'abord dit que c'était une blessure sans gravité. Pourtant le collègue n'était plus là, remplacé par un autre intérimaire. Les délégués ont alors appris que la blessure avait nécessité une intervention chirurgicale et un arrêt maladie de

six semaines : il s'agissait d'une fracture à la dernière phalange du doigt, avec plaie ouverte nécessitant la pose d'une broche.

Les délégués ont exigé une enquête du CSSCT (Commission santé, sécurité et conditions de travail) qui a eu lieu le 15 juillet, une semaine après les faits. La direction a alors admis que le collègue blessé avait été déclaré en accident de travail, mais sans arrêt de travail. Comment était-il alors rémunéré ? Mystère. Pour cette fois, l'accident

a été requalifié avec arrêt de travail, mais combien d'autres passent sous les radars ?

Les chiffres montrent que les intérimaires se blessent davantage que les autres, du fait d'une formation insuffisante, et surtout parce qu'ils sont le plus souvent affectés aux postes les plus durs, le patron n'hésitant pas à tirer profiter de cette précarité. Et après cela, ils se plaignent de ne pas trouver d'ouvriers !

**Correspondant LO**

# NovAsco – Hagondange : les travailleurs refusent la liquidation

Mardi 22 juillet, l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC bloquait le site sidérurgique NovAsco (ex-Ascometal) d'Hagondange en Moselle. Cette action vise à empêcher que les stocks de produits finis soient récupérés par les clients tant qu'il n'y aura pas d'engagement ferme de la direction sur l'avenir du groupe.

En effet, NovAsco est au bord d'être placé en redressement judiciaire – le quatrième en onze ans ! – voire d'être liquidé à très court terme. Il y a tout juste un an un fonds d'investissement financier, Greybull Capital, a repris pour un euro quatre des cinq sites d'Ascometal : Hagondange en Moselle, siège du groupe, Custines en Meurthe-et-Moselle, et deux autres près de Dunkerque

et Saint-Étienne. Le site de Fos-sur-Mer, lui, a été repris par un groupe sidérurgique italien.

Lors de la reprise, Ascometal avait été rebaptisé NovAsco. De son côté, Greybull avait promis d'investir 90 millions dans l'entreprise. Il n'en a versé que... 1,5 million tandis que l'État a versé 75 millions sur les 85 millions promis.

Depuis un an, des acci-



Le 22 juillet à Hagondange.

dents du travail graves se sont produits à Hagondange car la seule préoccupation de l'actionnaire est de soutirer le maximum d'argent du fonctionnement de l'usine au détriment de la sécurité.

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la situation. Ascometal a été saigné à blanc depuis des

années, de repreneur en repreneur qui se sont enrichis de reprise en reprise, et cela n'a rien à voir avec la concurrence de l'acier chinois pas cher, mais tout à voir avec la rapacité des groupes capitalistes européens : avant Greybull, c'était Swiss Steel dont un des plus gros actionnaires,

Peter Spuhler, quatorzième fortune de Suisse, est un ami de Le Pen-Bardella. Mais avant eux Frank Supplisson, ex-conseiller de Sarkozy, condamné à la prison l'an dernier pour escroquerie, avait déjà été mis en examen dans le cadre de la reprise d'Ascometal. Voilà le beau monde des repreneurs !

La fermeture de l'usine d'Hagondange se traduirait par la perte de plus d'un millier d'emplois. Il faut imposer que l'argent promis par Greybull pour la reprise d'Ascometal serve à maintenir les salaires de tous.

Le gouvernement affirme qu'il faut travailler plus. Pour commencer, il faut interdire aux patrons de fermer les usines ! Les travailleurs ont besoin de leur salaire pour vivre et faire vivre leur famille.

Étienne Hourdin

## Toyota – Onnaing : on veut travailler moins, et gagner plus !

Les annonces de Bayrou ont largement été commentées et discutées dans l'usine Toyota d'Onnaing, qui compte près de 4 700 salariés.

Les projets de suppression de deux jours fériés et de monétisation de la 5<sup>e</sup> semaine ont surtout été au centre des critiques. D'autant plus qu'en avril 2024, l'usine comptait 5 058 travailleurs et en mai 2025 seulement 4 653,

soit 405 de moins.

Ce sont 8,5 % de productivité gagnée en un an au profit des actionnaires ! En effet, durant la même période, la production est passée de 1 224 voitures par jour à 1 236. C'est comme si on travaillait

gratuitement deux jours par an, et les projets de la direction sont de faire monter la production journalière à 1 254 voitures dans les prochains mois. Ce serait encore trois jours de gains supplémentaires sur un an. Sur les 12 derniers mois, Toyota a ainsi réussi à gagner près de 10 % de productivité dans

l'usine d'Onnaing. Comment s'étonner si, au bout du compte, le groupe Toyota a pu annoncer 30 milliards d'euros de bénéfice net l'an dernier.

L'annonce de Bayrou en rajoute donc aux raisons de mécontentement. Est-ce que ce sera la goutte d'eau faisant déborder le vase ?

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) – Dépôt légal juillet 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe   
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

# Loi Mayotte : **refondation au bonheur des capitalistes**

Les 9 et 10 juillet, derniers votes avant leurs vacances, députés et sénateurs ont adopté le projet de loi de refondation de Mayotte présenté par le gouvernement, sept mois après le passage dévastateur des cyclones Chido et Dikeledi.

Le Rassemblement national a revendiqué « une victoire politique ». En effet le texte contient essentiellement de nombreuses mesures de lutte contre l'immigration clandestine et l'habitat illégal, les deux principaux « fléaux » identifiés par Manuel Valls, ministre des Outre-mer.

La chasse aux migrants, renforcée par des troupes et des matériels, alimente le cimetière marin qu'est le bras de mer entre Anjouan et Mayotte, comme le montre récemment la collision entre un « kwassa », un bateau de migrants, et un intercepteur de la police. Les travailleurs sans papiers tentent chaque jour d'échapper aux contrôles

pour ne pas perdre leur emploi.

La loi va encore durcir les conditions d'obtention d'un titre de séjour, quand près de la moitié de la population est étrangère. Elle va faciliter la destruction des bidonvilles, alors qu'un tiers de l'habitat est précaire, et jeter encore plus de personnes dans la précarité totale puisqu'une mesure permet même de déroger à l'obligation d'une offre de relogement au moment d'une évacuation.

Dans le département le plus pauvre de France, 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, les montants des droits sociaux ne sont pas les mêmes que dans le reste du pays. Le RSA, par

exemple, est deux fois plus bas que dans l'Hexagone. La loi envisage que le smic s'élève à 87,5 % de celui de la métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et une harmonisation des prestations sociales d'ici 2031. Il y a dix ans, c'était le gouvernement Valls qui avait promis un alignement... en 2025 !

Le texte prévoit quatre milliards sur six ans pour la « refondation » mais en fait ne prévoit rien pour répondre aux besoins pressants et criants. 30 % de la population n'est pas raccordée au réseau d'eau potable et tout le monde subit des coupures d'eau quasi quotidiennes. Des milliers d'enfants n'ont pas accès à l'école, aucun programme de réhabilitation des logements, y compris en dur, endommagés par le cyclone, n'a été engagé.

En revanche, ce texte qualifié de « massif » voire

d'« historique » par le gouvernement affirme clairement la volonté de renforcer les exonérations de cotisations patronales pour préserver la compétitivité des entreprises, la création d'une zone franche globale pour cinq ans (taux d'abattement à 100%). En outre, Valls promet aux patrons d'« améliorer les délais de paiement public dans les outre-mer » et d'adapter des normes européennes, « parfois sources inutiles de contraintes » pour mieux tenir compte « des réalités des territoires ultramarins ».

Cette sollicitude institutionnelle à l'égard des patrons mérite un petit exemple. Les services de l'État, direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF), le conseil départemental de Mayotte et la chambre d'agriculture, déroulent leurs compétences pour mettre en valeur la décision de GBH, le groupe Bernard Hayot, géant de la grande distribution en outre-mer (Carrefour, Douka Bé à Mayotte), d'investir un petit million d'euros en soutien à la filière maraîchère décimée par le cyclone.

La pénurie de fruits et légumes les plus couramment consommés localement a en effet provoqué une hausse des prix de 9 à 15 % qui pèse sur le budget des familles. Responsable du mouvement de protestation contre la vie chère aux Antilles l'an dernier, GBH vient soigner son image sur ce créneau

alimentaire en espérant bien un retour sur investissement, comme on dit chez ces gens-là, et on pourrait se dire qu'il n'a sûrement pas besoin d'aide dans ce genre d'opération publicitaire. Ce serait oublier que l'État est au service de tels capitalistes. Ainsi, les travailleurs se souviendront comment, en 2020, GBH avait combattu, justement avec l'aide des services de l'État, les travailleurs de Bourbon Distribution Mayotte en grève pour les salaires pendant sept semaines. La direction départementale du travail avait refusé de constater les infractions à la loi, comme le fait d'embaucher pour tenter de briser la grève. Le préfet, la police et les tribunaux s'étaient ligués pour arrêter un gréviste et en traîner une dizaine d'autres devant les tribunaux.

Aujourd'hui, sous prétexte de « refondation après cyclone », le gouvernement et les politiciens à plat ventre devant les patrons continuent l'offensive visant à diviser et à affaiblir les classes populaires et les travailleurs en désignant les sans-papiers comme responsables de tous les maux qui les accablent. Cette propagande nauséabonde voudrait cacher une autre réalité : le fait que le mépris de l'État colonial frappe indifféremment les travailleurs, qu'ils aient ou non des papiers, tandis que les patrons les exploitent pareillement.

Charlotte Dauphin



Barque de migrants arraisonnée au large de Mayotte.

## À la rencontre des militants de Lutte ouvrière

### Nord

Judi 24 juillet : Denain  
Vendredi 25 juillet :  
Maubeuge  
Samedi 26 juillet :  
Valenciennes

### Champagne-sud

Judi 24 juillet :  
Vitry-le-François  
Vendredi 25 juillet :  
Bar-le-Duc  
Samedi 26 juillet :  
Chaumont / Troyes

### Saône-et-Loire

Judi 24 juillet : Autun  
Vendredi 25 juillet :  
Chalon-sur-Saône  
Samedi 26 juillet :  
Chalon-sur-Saône

### Loiret

Judi 24 juillet : Montargis  
Vendredi 25 juillet :  
Montargis  
Samedi 26 juillet : Orléans

### Cher-Nièvre

Judi 24 juillet : Issoudun  
Vendredi 25 juillet :  
Châteaurox  
Samedi 26 juillet : Vierzon

### Loire-Drôme

Judi 24 juillet :  
Montélimar  
Vendredi 25 juillet :  
Romans-sur-Isère  
Samedi 26 juillet : Valence

### Alsace

Judi 24 juillet : Mulhouse  
Vendredi 25 juillet :  
Ensisheim

Samedi 26 juillet : Colmar

### Yvelines, Eure, Eure-et-Loir

Lundi 28 juillet : Vernon  
Mardi 29 juillet : Évreux  
Mercredi 30 juillet :  
Mantes-la-Jolie  
Judi 31 juillet : Dreux  
Vendredi 1<sup>er</sup> août :  
Chartres  
Samedi 2 août :  
Lucé / Mainvilliers

### Jura

Lundi 28 juillet : Dole  
Mardi 29 juillet : Dole  
Mercredi 30 juillet :  
Lons-le-Saunier  
Judi 31 juillet :  
Lons-le-Saulnier  
Vendredi 1<sup>er</sup> août :  
Louhan / Cuiseaux



Samedi 2 août :  
Louhan / Cuiseaux

### Aquitaine

Lundi 28 juillet : Lormont  
Mardi 29 juillet :  
Angoulême  
Mercredi 30 juillet :  
Lormont  
Judi 31 juillet : Libourne  
Vendredi 1<sup>er</sup> août : Langon

Samedi 2 août :  
Libourne

### Bassin minier

Lundi 28 juillet : Béthune  
Mardi 29 juillet : Lens  
Mercredi 30 juillet : Liévin  
Judi 31 juillet : Avion  
Vendredi 1<sup>er</sup> août :  
Hénin-Beaumont  
Samedi 2 août : Douai